2E PARTIE

AUX RACINES DE LA « THÉORIE DU COMPLOT »

En 1967, témoignages et preuves irréfutables rendent inacceptables les conclusions de la commission chargée d'enquêter sur l'assassinat du président Kennedy. Pour discréditer les détracteurs du rapport Warren, la CIA crée *ex nihilo* les termes péjoratifs de « complotiste » ou de « théorie du complot ». La propagande est en marche, elle dissout la vérité dans un narratif mensonger, prélude au consentement de masse.

© freshidea/stock.adobe.com

Le concept de « théorie du complot » est utilisé outre-Atlantique depuis plus de cinquante ans déjà. De nombreux Américains en ont fait les frais, dans leur vie privée comme professionnelle. Des milliers de documents traitent de la *conspiracy theory* et des *conspiracy believers*. Parmi eux, un essai sociohistorique de 2013 sort du lot : *Conspiracy Theory in America*. Il a été écrit par Lance deHaven-Smith, professeur en droit, en sciences sociales et en politologie à l'université d'État de Floride (également ex-président de l'association de politologie de Floride). Cet ouvrage vient enfin d'être traduit et publié en France, par les éditions Yves Michel[1].

L'événement fondateur

Tout commence en 1967, le 4 janvier. La chasse aux « complotistes » s'ouvre en toute discrétion. Kennedy a été assassiné il y a juste trois ans. Ce crime d'État a été perpétré en plein jour, au milieu de la foule. John Fitzgerald Kennedy est abattu, précisément au moment où il s'apprête à être réélu pour un deuxième mandat. Une investiture qui préfigurait une dynastie de Kennedy à la tête des États-Unis. Il est éliminé en pleine guerre froide et guerre du Vietnam, conflits pour lesquels il affichait des positions moins bellicistes que celles de son entourage dans l'administration et dans l'armée. Le jour même, le policier Jefferson Davis Tippit est abattu, alors qu'il tente d'arrêter un suspect. Deux jours plus tard, Oswald, l'assassin présumé de Kennedy, est éliminé à son tour, dans les locaux mêmes de la police. Son assassin, Jacob Leon Rubenstein, lui survivra peu : il meurt en 1967, juste avant la tenue de son deuxième procès, en déclarant : « *On ne saura jamais la vérité, ni pourquoi j'ai agi. Les personnes qui ont tant à gagner et un motif puissant pour me mettre où je suis ne laisseront jamais éclater la vérité.* » Le vice-président Lyndon Johnson (originaire du Texas où ces assassinats ont été perpétrés) enfreint le protocole, les lois du Texas et les lois fédérales en confisquant le corps du président avant la réalisation d'une autopsie indépendante, en faisant remettre en état les éléments de la scène du crime (costumes, limousine…), en faisant prononcer son investiture sur le sol du Texas, dans l'avion même qui emporte le corps mutilé du président. Dans les mois qui suivent, Johnson fait voter un nouvel amendement à la Constitution américaine, permettant à un vice-président d'éliminer un président gênant (sans avoir à l'assassiner) et, surtout, il consolide la politique belliciste internationale, souhaitée au plus haut niveau de l'État.

Mensonges et commission Warren

Quand la commission Warren (chargée par le nouveau président Johnson d'enquêter sur l'assassinat) conclut que le président Kennedy a été la cible d'un tireur isolé, situé derrière lui et en hauteur, thèse permettant de soutenir la culpabilité d'Oswald, les rumeurs populaires ont commencé à enfler. Des films amateurs, des témoignages et des preuves irréfutables rendent les conclusions du rapport Warren inacceptables. Le nombre d'impacts et la trajectoire des balles, dans les corps du président Kennedy et du gouverneur Connally, attestent que la thèse « d'Oswald comme tireur isolé » est fausse. À tel point que l'explication officielle est couramment appelée, depuis, « la théorie de la balle magique ». Devant tant d'erreurs, d'omissions et de transgressions accablantes, des ouvrages très bien documentés (Nelson, Epstein, Mark Lane…) sont publiés dès 1965, dénonçant les conclusions absurdes de la commission Warren. Des conclusions destinées à dissimuler une purge, c'est-à-dire un coup d'État (ce que suggère d'ailleurs Richard Nixon lui-même, lors d'une visite à Moscou en 1965[2]).

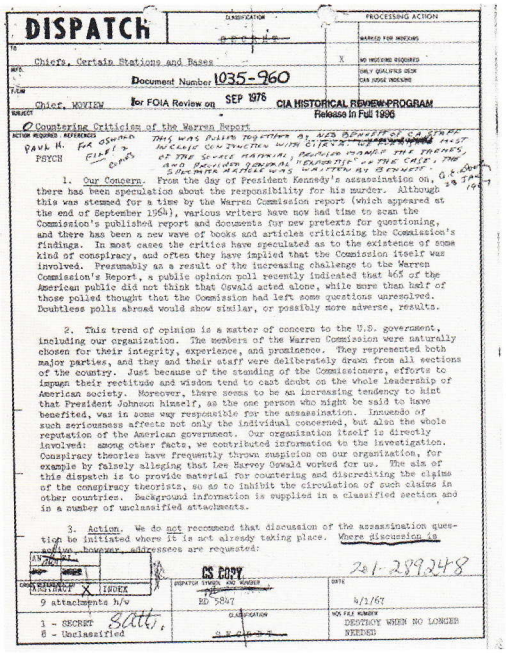
Le doute menace

Des enquêteurs indépendants comprennent rapidement que la question du nombre de tireurs, même si elle était résolue, n'est qu'une opération de diversion destinée à écarter la véritable question. À savoir : qui sont les commanditaires du crime et quels sont leurs mobiles ? Malgré la quantité et l'irréfutabilité des preuves l'invalidant, le rapport Warren n'a jamais été officiellement démenti. Même la déclassification des archives liées à l'assassinat du président Kennedy n'est toujours pas achevée[3]. Pourtant, le délai est usuellement de 25 ans, au maximum. Comment un narratif aussi délibérément mensonger a-t-il pu se maintenir depuis près de 60 ans ? En quoi était-il si important d'empêcher les populations de découvrir la vérité ? La réponse à ces deux questions éclaire le monde actuel.

Malgré la quantité et l'irréfutabilité des preuves l'invalidant, le rapport Warren n'a jamais été officiellement démenti.

Comment sauver le rapport Warren ?

Le 4 janvier 1967, la Central Intelligence Agency (CIA) envoie à toutes ses antennes à l'étranger une dépêche numérotée 1035-960. Cette note de service, classée « SECRET » et portant la mention « PSYCH » (psychologique), demande aux agents du renseignement d'activer leur réseau de « *relations bien disposées vis-à-vis de l'élite (en particulier des politiciens et des rédacteurs en chef)* », pour défendre le rapport Warren et faire taire ses détracteurs. Cette dépêche suggère d'insinuer que « *le discours conspirationniste* » est « *généré par des propagandistes communistes* » et d'avoir recours à « *un stratagème* » pour décrédibiliser les détracteurs du rapport, par le biais « *d'articles à la une, ou de critiques littéraires* ». Le « stratagème » consiste à attaquer les



DISPATCH

Chiefs, Certain Stations and Bases

Document Number 1035-960

for FOIA Review on SEP 1976

CIA HISTORICAL REVIEW PROGRAM Release in Full 1996

Chief, WOVIEW

Counterpine Criticism of the Warren Report

1. Our Concern. From the day of President Kennedy's assassination on, there has been speculation about the responsibility for his murder. Although this was stemmed for a time by the Warren Commission report (which appeared at the end of September 1964), various writers have now had time to scan the Commission's published report and documents for new pretexts for questioning, and there has been a new wave of books and articles criticizing the Commission's findings. In most cases the critics have speculated as to the existence of some kind of conspiracy, and often they have implied that the Commission itself was involved. Presumably as a result of the increasing challenge to the Warren Commission's Report, a public opinion poll recently indicated that 46% of the American public did not think that Oswald acted alone, while more than half of those polled thought that the Commission had left some questions unresolved. Doubtless polls abroad would show similar, or possibly more adverse, results.

2. This trend of opinion is a matter of concern to the U.S. government, including our organization. The members of the Warren Commission were naturally chosen for their integrity, experience, and prominence. They represented both major parties, and they and their staff were deliberately drawn from all sections of the country. Just because of the standing of the Commissioners, efforts to impugn their rectitude and wisdom tend to cast doubt on the whole leadership of American society. Moreover, there seems to be an increasing tendency to hint that President Johnson himself, as the one person who might be said to have benefited, was in some way responsible for the assassination. Innuendo of such seriousness affects not only the individual concerned, but also the whole reputation of the American government. Our organization itself is directly involved: among other facts, we contributed information to the investigation. Conspiracy theories have frequently thrown suspicion on our organization, for example by falsely alleging that Lee Harvey Oswald worked for us. The aim of this dispatch is to provide material for countering and discrediting the claims of the conspiracy theorists, so as to inhibit the circulation of such claims in other countries. Background information is supplied in a classified section and in a number of unclassified attachments.

3. Action. We do not recommend that discussion of the assassination question be initiated where it is not already taking place. Where discussion is active, however, addressees are requested:

9 attachments h/w

ED 5847

4/1/67

1 - SECRET
8 - Unclassified

DESTROY WHEN NO LONGER NEEDED

Note de service n° 1035-960 envoyée par les plus hauts responsables de la CIA en 1967, dans le réseau de ses stations à l'étranger.

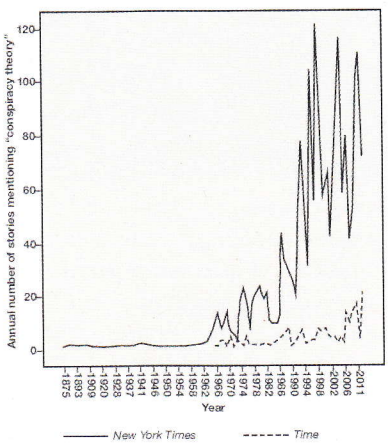
opposants, plutôt que leurs arguments, en suggérant, par exemple, que les auteurs « complotistes » sont attachés à des théories *a priori*, indépendamment des preuves ; qu'ils ont un intérêt politique ou financier à soutenir ces théories ; qu'ils ont fait des recherches trop rapides ou inexactes ; et qu'ils se sont épris de leurs propres théories, en dépit du principe de réalité.

Attaque *ad personam*

La dépêche de la CIA recommande également que « *la discussion sur la question de l'assassinat* [de Kennedy] *ne soit pas lancée, là où elle n'a pas encore eu lieu* », et que les relais médiatiques affirment qu'ils ont trouvé le rapport « *bien supérieur aux travaux de ses détracteurs* » et « *qu'une conspiration à grande échelle, comme celle souvent suggérée, serait impossible à dissimuler aux États-Unis* ». La consigne est claire : éviter le sujet problématique, riposter par des attaques personnelles pour décrédibiliser les opposants quand le sujet problématique émerge dans la sphère publique, et une fois l'opposant évincé, rassurer la masse en expliquant que le *récit officiel* est sûr et qu'un large complot n'est pas envisageable dans une démocratie moderne et transparente. Rendormez-vous, circulez, y a plus rien à voir !

Diffusion virale

Des graphiques représentant l'apparition et l'évolution de l'occurrence des termes « complotiste » ou « théorie(s) du complot » dans les principaux journaux américains montrent une corrélation indiscutable entre la diffusion de la note de la CIA et l'adoption de ces étiquettes péjoratives dans la sphère médiatique. Il est significatif qu'un de ces premiers articles sur le sujet (en 1968 dans le magazine *Time*) ait repris une lettre de John P. Roche, qui citait modestement sa « loi Roche » pour disqualifier toute thèse envisageant des complots : « *Ceux qui pourraient comploter n'ont pas le temps ; ceux qui complotent n'ont pas le talent.* » Ce politologue américain, chargé de mission auprès du président Johnson, énumérait ensuite les arguments de la CIA et ouvrait le bal des attaques brutales et des intimidations. C'est lui qui introduisit l'insinuation de paranoïa, de dérive sectaire et de stupidité pour qualifier les détracteurs de la commission Warren.



Nombre annuel d'articles mentionnant le terme « théorie du complot » dans le* New York Times *(entre 1875 et 2011) et le magazine* Time *(entre 1913 et 2011).

Corruption croissante

Le contexte qui a abouti, aux États-Unis, à cet assassinat historique et aux manœuvres inédites destinées à le couvrir est celui d'une corruption évolutive et croissante, malgré les multiples tentatives législatives successives pour la juguler. À partir de 1890, notamment, et jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les agents de corruption se systémisent. Ils deviennent un mix d'intérêts économiques et politiques, appelés « triangles de fer » (*iron triangles*). Ces conglomérats représentent des intérêts de branche spécifiques, regroupant lobbyistes, membres du Congrès et bureaucrates. Puis, dans la deuxième moitié du XXe siècle, la collusion prend la forme de « complexes politico-économiques », tels que le complexe militaro-industriel, le complexe de l'énergie ou le complexe agro-pharmaco-chimique. De tels complexes favorisent une corruption systémique et une concentration des richesses et des pouvoirs. Chaque mesure anticorruption a pour effet de renforcer la dissimulation de la corruption aux époques suivantes. Corruption exercée par des cercles, toujours plus restreints, partageant des intérêts communs à défendre. Les enjeux de cette « élite » divergent de plus en plus de ceux des populations. La gouvernementalité[4] change de visage. Dès la fin du XIXe siècle, il s'agit moins de représenter la population ou de coopérer avec elle dans une logique d'intérêt général, que d'orienter l'opinion publique dans le sens de la politique souhaitée par les « élites ». C'est le début de la propagande et des attaques sous faux drapeau destinées à provoquer l'entrée en guerre des États-Unis hors de ses frontières (les dernières de ces multiples guerres artificielles étant celles engagées au Moyen-Orient au nom de la « guerre contre le terrorisme »).

Psychologie des masses

Propagande et attaques fortuites traumatisantes court-circuitent la pensée critique. Elles sont destinées à influencer le psychisme profond et la vision du monde[5]. Noam Chomsky, professeur émérite de linguistique au MIT, a fait connaître l'influence

psychique et neurobiologique de la propagande (c'est-à-dire de la « communication politique » relayée par les médias de masse) sur l'acceptabilité sociale de choix bellicistes dans la politique étrangère des États-Unis[6]. Quant à Naomi Klein, journaliste canadienne spécialiste des médias à l'université d'État Rutgers, aux États-Unis, elle est mondialement connue pour sa vulgarisation de « la stratégie du choc » : un stratagème cognitif qui consiste à mettre les foules en état de choc traumatique pour mieux les manipuler[7]. Ces techniques de contrôle de masse (*mass control*), parmi les plus répandues et les plus efficaces, servent à « fabriquer du consentement[8] ». Un terme inventé par le père de la propagande politique moderne, Edward Bernays. Ce double neveu de Sigmund Freud détourna les travaux de son oncle pour manipuler l'opinion et influencer les comportements collectifs au profit des « élites »[9].

Puissance de la propagande

On peut manipuler une foule en s'adressant à ses émotions et à ses instincts, comme l'ont démontré les totalitarismes et leurs exégètes[10]. La propagande crée un récit fictif d'événements réels. Un récit mensonger, mais officiel (institutionnel). Un récit qui devient, à force de simplisme, de raccourcis, d'amalgames, de mobilisation émotionnelle, de répétitions et d'omniprésence LE seul récit possible d'événements importants. Des universitaires, comme Noam Chomsky ou Mark Crispin Miller[11], ont dénoncé la propagande spécifique aux « démocraties » occidentales, plus élaborée que celle des régimes « autoritaires » et d'autant plus redoutable qu'elle est plus difficile à détecter.

Sauver les mythes

Ces récits officiels, mis en scène au profit d'intérêts privés et au détriment de l'intérêt général, prennent valeur de vérité absolue, de dogme, une fois relayés par les médias *mainstream* (médias aux mains de ces mêmes intérêts privés[12]). Toucher au récit officiel, c'est toucher au fondement de l'édifice, au mythe utile qui justifie les décisions politico-économiques publiques, et à l'agenda privé qui motive ces décisions. Questionner, douter, remettre en question, critiquer ou dénoncer un seul de ces multiples mythes utiles, c'est poser un acte transgressif, menacer le numéro de l'illusionniste. Il est particulièrement pervers, ces dernières années, que le récit officiel se prévale outrageusement de l'intérêt général. Une inversion des valeurs redoutable, qui dépouille ses opposants de toute légitimité et les populations de tout recours aux lois naturelles supérieures (*common law*).

« La stratégie du choc » : un stratagème cognitif qui consiste à mettre les foules en état de choc traumatique pour mieux les manipuler.

Un complot pour cacher les complots

Le concept de « théorie du complot » est ainsi venu au secours des mythes destinés à masquer des complots qui n'ont rien de théorique. « *L'outil "Théorie du complot", comme tactique de désinformation, s'est révélé très efficace pour censurer les discussions qui remettaient en question le récit officiel de certains crimes politiques* », affirme Francis McCollum Feeley, professeur honoraire à l'université de Grenoble et directeur du CEIMSA (Center for the Advanced Study of American Institutions and Social Movements). La « théorie du complot » est paradoxalement un complot.

Notes

1. DeHaven-Smith L., *Aux origines de la « théorie du complot »*, Yves Michel, mars 2022.
2. Tanner H., « Nixon back in Moscow, Debates again », *New York Times*, 1965.
3. « JFK Assassination Records – 2021 Additional Documents Release » (ex. document 104-10001-10008 du 26/03/1964), 15/12/2021, [www.archives.gov].
4. La *gouvernementalité* est un concept créé par le philosophe Michel Foucault (1926-1984), qui désigne la rationalité propre au pouvoir qui s'exerce sur une population. La *gouvernementalité* dévoile les enjeux réels de l'État.
5. Colon D., *Propagande, la manipulation de masse dans le monde contemporain*, Belin, 2019.
6. Noam Chomsky est un auteur très prolifique (notamment *Qui mène le monde ?*, Lux, 2018). Sa vie et son œuvre ont été vulgarisées, en France, grâce au documentaire de Mark Achbar *La Fabrique du consentement : Noam Chomsky, les médias et les illusions nécessaires*, 1992.
7. Klein N., *La Stratégie du choc : la montée d'un capitalisme du désastre*, Actes Sud, 2008/2010. Pour réussir à imposer des politiques impopulaires, les dirigeants politiques créent ou exploitent des états de choc psychologique collectifs. Ces stratégies découlent des expériences psychocognitives réalisées secrètement par la CIA dans les années 1960.
8. Leipold J., *Propaganda – La fabrique du consentement*, Arte & Ina, 2017.
9. Bernays E., *Cristallisation de l'opinion publique*, 1923 ; *Propaganda – Comment manipuler l'opinion en démocratie*, 1928 ; *Relations publiques*, 1945 ; *La Fabrique du consentement : approche scientifique des relations publiques*, 1969.
10. Arendt H., *Les Origines du totalitarisme*, 1950.
11. Professeur de communication politique à l'université de New York, M. C. Miller est l'éditeur de la collection subversive « The forbidden bookshelf » (L'étagère interdite) et l'auteur de nombreux ouvrages, dont Simpson C., Miller M. C. *et al.*, *Science of coercion: Communication Research & Psychological Warfare, 1945-1960*, 2015.
12. Rousseaux A., « Le pouvoir d'influence délirant des dix milliardaires qui possèdent la presse française », [https://basta.media/], 2017.